



objectif-emploi

Service de l'économie et de l'emploi
Office régional de placement



MEDICINE
SERVICE
DOCTOR

PATHOLOGY
OPHTHALMOLOGY
ORTHOPEDICS

IMMUNOLOGY
TOXICOLOGY
PSYCHIATRIC

BaselArea.swiss

Valoriser un Jura high-tech

Productec S.A.

Son créneau, l'amélioration
de la productivité

Taux de chômage

Que disent les chiffres ?

ENDOCRINOLOGY
ALLERGOLOGY

Valoriser le savoir-faire high-tech du Jura

L'association BaselArea.swiss, qui comprend le canton du Jura, Bâle-Ville et Bâle-Campagne, entend positionner durablement cette région comme centre d'innovation et d'affaires.



Sébastien Meunier, membre du conseil d'administration de BaselArea.swiss: « Les atouts économiques du Jura, de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne sont complémentaires. »

BaselArea.swiss est une organisation de support de l'innovation et de promotion économique commune aux cantons du Jura, de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne, qui vise à faciliter les projets commerciaux dans la région économique la plus dynamique de Suisse. « Notre mission consiste à promouvoir vers l'extérieur les atouts de cet espace, à développer un écosystème propice à l'innovation et à aider les créateurs d'entreprises et les sociétés d'ici et d'ailleurs à y réaliser leurs projets », explique Sébastien Meunier, responsable de l'innovation et de l'entrepreneuriat et membre du conseil d'administration de l'association. Elle réunit les idées, les entreprises et les entrepreneurs autour des thèmes

technologiques, de recherche et développement (R&D) et d'innovation. Plus de 80 ateliers, conférences, séminaires, échanges informels favorisant un partage régulier d'idées et de connaissances entre spécialistes de l'innovation et autres experts sont mis sur pied chaque année à Bâle-Ville, Bâle-Campagne et dans le Jura. Ils abordent les thématiques suivantes : sciences de la vie, medtech, technologies de l'information et de la communication, technologies de production, micro/nano et matériaux.

« Inventer la santé de demain »

BaselArea.swiss propose également des séances de conseils personnalisés dans ces domaines grâce à son réseau de décideurs et de spécialistes de l'innovation mettant à disposition des clients soutien et savoir-faire.

Le Jura, au même titre que Bâle-Ville et Bâle-Campagne, ainsi que les représentants du monde économique au conseil d'administration de l'organisation, définissent la stratégie de BaselArea.swiss. Une bonne collaboration entre les trois cantons est la clé de voûte pour continuer à obtenir des résultats.

« Le Jura est un canton aux nombreuses compétences, avec une plus-value high-tech, notamment dans les microtechniques, qui, combinées à la maîtrise bâloise, en particulier dans les sciences de la vie, sont autant d'éléments prometteurs pour inventer la santé de demain. »

Pour Sébastien Meunier, le renforcement du rôle du Jura dans BaselArea.swiss passe par une intensification des échanges entre entrepreneurs, techniciens et chercheurs dans les trois cantons concernés.

www.baselarea.swiss

Texte : Didier Walzer

Le programme « Supporting Entrepreneurs »

D'abord dévolu aux créateurs d'entreprises, start-up et PME en expansion et actives dans la technologie et l'innovation, le programme « Supporting Entrepreneurs » apporte un soutien à la mise en œuvre opérationnelle des projets.

Dans ce cadre, il est fait appel aux spécialistes de BaselArea.swiss et de son grand réseau. Ils apportent leurs expertises et mettent en relation entrepreneurs et investisseurs potentiels.

Un programme varié de séminaires et d'ateliers fait partie de l'offre.

Le cours pour créateurs, lui, est destiné à ceux qui envisagent de fonder une entreprise.

Les autres modules et conseils personnalisés s'adressent à des start-up et entrepreneurs ayant déjà des projets concrets dans l'innovation et la technologie.



Editorial

La passion de l'innovation réunit le Jura, Bâle-Ville et Bâle-Campagne

Par Christof Klöpper, directeur général (CEO) de BaselArea.swiss

Géographiquement et économiquement, le Jura est une région exceptionnelle. Il n'y a que quelques régions dans le monde qui semblent, à première vue, essentiellement rurales mais qui, quand on les regarde de plus près, ont en fait une telle densité d'entreprises de haute technologie comparativement au nombre d'habitants.

L'innovation et, encore plus, la passion pour celle-ci, c'est ce qui relie le Jura aux deux demi-cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne. C'est en particulier ce caractère complémentaire qui fait la force de BaselArea.swiss dans la promotion de l'innovation et de l'économie dans ces trois cantons. Bâle-Ville et Bâle-Campagne bénéficient d'une longue tradition dans l'industrie chimique et pharmaceutique. Le Jura, lui, se positionne parmi les leaders mondiaux dans le domaine de

la mécanique de précision. Dans un avenir proche, la convergence de ces deux secteurs technologiques devrait porter de nouveaux fruits.

Le mot-clé est digitalisation: les données et les algorithmes réservés jusqu'ici à l'intelligence artificielle, combinés avec les connaissances biomédicales et apportés au patient par le biais de nouveaux dispositifs, changeront à long terme le marché de la santé. En réunissant nos forces, nous sommes en tant que région dans une position enviable pour exploiter ensemble ce potentiel.

Cependant, la complémentarité entre les cantons n'est pas seulement efficace en termes de compétences, mais également à un niveau plus ordinaire. Alors que, dans le cœur de l'agglomération, les grandes zones industrielles

sont rares et donc chères, le Jura offre des possibilités totalement différentes à seulement 30 minutes du centre urbain bâlois. Ce n'est que lorsque les trois cantons seront unis qu'ils atteindront une taille critique pour être reconnus face à une concurrence mondiale de plus en plus féroce.

Enfin et surtout, il y a une autre raison pour laquelle la coopération avec le Jura est si importante du point de vue bâlois. Il s'agit du multilinguisme.

En tant que canton francophone, le Jura peut créer des ponts dans l'économie, notamment dans le domaine de l'innovation et de la haute technologie, un pan important de l'économie romande. Un fait dont il faudra toujours davantage tenir compte.

Voir aussi pages 2, 4, 5 et 8

Sommaire

N°35 | Janvier 2018

«*L'accueil de Moutier dans le canton du Jura n'impactera pas notre taux de chômage cantonal*»

Nicolas Ackermann, économiste
au Service de l'économie et de l'emploi

2-3-8

BaselArea.swiss

Valoriser le savoir high-tech du Jura

4-5

Productec S.A.

Championne de l'amélioration de la productivité

6-7

Taux de chômage

Que disent vraiment les chiffres ?

8

Rencontre

Félicien Girardin, représentant du Jura
dans BaselArea.swiss



Cyrille Monnin, directeur et propriétaire de Productec : «Le spécialiste doit avoir toutes les cartes en main pour régler sa machine au plus vite : c'est précisément là que nous intervenons.»

Productec : l'amélioration de la productivité est son credo

La dynamique enseigne de Rossemaison, active dans les domaines horloger et médical, est spécialisée dans l'amélioration des processus dans les ateliers. Portrait et explications.

«Notre objectif est de gérer et d'optimiser l'intégralité de la chaîne digitale autour de l'atelier. Nous voulons être le partenaire de référence pour l'atelier 4.0 de nos clients», explique Cyrille Monnin, directeur et propriétaire. Eu égard aux avancées actuelles dans l'industrie et, en particulier, l'émergence, depuis quelque temps déjà, du concept 4.0, il apparaît judicieux à

notre interlocuteur de positionner son enseigne comme un acteur majeur de cette révolution.

«Nous avons déjà des références dans ce domaine, même si l'industrie 4.0 ne représente, pour l'instant, qu'une partie modeste de nos activités. D'où de belles perspectives de développement.»

Ces trente dernières années, l'entreprise, qui emploie aujourd'hui 25

collaborateurs, dont une majorité de polymécaniciens et de techniciens, a basé son essor autour d'un outil de fabrication assisté par ordinateur (FAO) américain, GibbsCAM. Productec est toujours en liaison étroite avec l'éditeur : «GibbsCAM est clairement notre offre phare, celle via laquelle nous sommes connus».

Concrètement, les clients de l'entreprise jurassienne, issus des secteurs de l'horlogerie, mais aussi du médical, conçoivent des pièces. «De notre côté, nous allons les aider à générer le code ISO – le programme – pour que la machine puisse les produire.»

L'enseigne intervient ainsi de l'ébauche à la terminaison de la montre. Elle a en outre développé des modules orientés métiers destinés à réaliser, par exemple, de la gravure d'art ou des numéros de série.

Productec collabore avec quasiment tous les grands groupes horlogers helvétiques. Elle est par ailleurs impliquée dans le sport automobile, l'aéronautique, l'alimentaire. Elle fait parallèlement de l'usinage pour des pales d'éoliennes, de «petites» pièces qui peuvent vite peser plusieurs tonnes (!) ou, à l'inverse, s'attaque à des pièces d'horlogerie de quelques mg...

Aujourd'hui, Productec sert plus de 1000 marques, dont le numéro 1 mondial du luxe, LVMH. «C'est un point fondamental que celui de ne pas dépendre d'un seul grand client pour assurer la pérennité de la société», se plaît à relever Cyrille Monnin.

La traçabilité numérique représente un enjeu fondamental pour les acteurs du medtech. Les données doivent, d'une part, être complètes pour éviter toute erreur dans leur transmission et, d'autre part, être verrouillées pour la confidentialité du patient. «Cela passe par l'automatisation d'un certain nombre de processus, car l'on ne peut pas se tromper de type de prothèse pour un patient qui a un besoin spécifique en la matière», souligne le directeur de Productec. En effet, chaque intervention humaine com-

prend un risque d'erreur. Qui peut avoir des conséquences dramatiques pour le patient. Et l'industrie 4.0 peut y remédier.

Un filtre à air lâche et c'est toute la chaîne de production qui souffre

Généralement, dans les ateliers, c'est le parc des machines à commande numérique qui capte toute l'attention. Et, subitement, un filtre à air d'un coût modique lâche et tout l'atelier de production est à l'arrêt parce qu'il n'y a pas de pièce de rechange. « Quand vous rencontrez des chefs d'entreprise, 8 sur 10 vous disent que ça leur est déjà arrivé. »

C'est précisément à ce genre de problème que l'industrie 4.0 cherche à apporter des solutions. « Notre logiciel ProCONNECT collecte d'un côté toutes les informations des divers composants des ateliers et, de l'autre, les analyse et les met finalement à la disposition des utilisateurs, selon les besoins des uns et des autres. »

Dans les ateliers, par exemple, il y a les employés qui produisent et ceux chargés du contrôle qualité. « Souvent, lors de leurs échanges, ils ne se comprennent pas, car ils parlent des langages différents. C'est pourquoi nous sommes en train de plancher sur des processus communs leur permettant ainsi d'utiliser une terminologie standard », explique Cyrille Monnin.

Les séries actuelles deviennent aujourd'hui toujours plus courtes (moins de pièces durant un temps limité). La machine, CNC par exemple, doit donc être réglée en conséquence. Raison pour laquelle il est primordial de donner la bonne information au moment opportun au réglageur qui va réaliser la mise en train afin que le processus soit optimisé. « Le spécialiste doit avoir toutes les cartes en main pour accorder sa machine au plus vite », résume notre interlocuteur.

C'est un des domaines de compétences de Productec, qui dispense ainsi conseils et formations (plus de

400 par an) et s'occupe également de la programmation pour ses clients s'ils le désirent.

« Ce qui nous rend particulièrement performants, c'est que notre personnel est du métier, lui qui a travaillé dans des ateliers – il connaît les paramètres importants pour optimiser la production – et, corollaire, nous utilisons ces compétences pour soutenir nos clients. »

Le champ d'action de la société de Rossemaison est vaste, qui chasse la seconde, le micro ou le millimètre. « Nous sommes très à l'écoute de nos clients, dont nous connaissons bien les besoins, et également en mesure de répondre à leurs besoins non exprimés. Nous pouvons ainsi leur faire des offres personnalisées », souligne Cyrille Monnin.

En résumé, les trois piliers de Productec sont : les modules métiers orientés vers l'horlogerie et le médical ; la connexion et l'utilisation des données dans l'atelier ; enfin l'accompagnement de ses clients.

Belle réserve de croissance

L'entreprise jurassienne est surtout active en Suisse (80 %) et en France

(10 %), le solde, international, se répartissant entre les pays scandinaves, l'Angleterre, les États-Unis, la Malaisie, l'Indonésie et la Chine pour en citer quelques-uns.

Elle soutient ses collègues du réseau de vente GibbsCAM pour qu'ils diffusent les modules développés dans le Jura sur leurs marchés respectifs. Le directeur a des plans pour agrandir physiquement son enseigne et élargir le cercle de clientèle à la Suisse alémanique et encore davantage à la France. « Nous allons aussi continuer de développer l'horlogerie, notre point fort historique, et les sciences de la vie, via notre participation active aux initiatives du réseau BaselArea.swiss. »

But affiché : accroître le nombre de clients issus du domaine médical et de l'horlogerie en leur proposant l'offre spécifique de Productec liée à la FAO et à l'industrie 4.0 en général pour augmenter leur productivité. Ce qui nécessite d'en faire la promotion.

www.productec.ch

Texte : Didier Walzer

Photo : Agence Bist – Roger Meier

Un patron venu de divers horizons professionnels

Ajoulot de naissance – il a vu le jour à Boncourt – et originaire de Haute-Sorne, Cyrille Monnin suit ses écoles à Porrentruy et quitte le Jura en 1983. Il habite Saint-Aubin-Sauges (NE). Le Jurassien dispose d'une formation d'ingénieur, complétée par un MBA (Master of Business Administration) de l'IMD de Lausanne.

Productec constitue, selon ses propres termes, sa troisième vie professionnelle. Auparavant, il a été, une dizaine d'années, au service d'un constructeur de machines dans le canton de Neuchâtel. Par la suite, il s'est engagé chez Sicpa, à Prilly (VD),

spécialisée dans l'encre de sécurité pour les billets de banque, où il était chargé de la lutte contre la contrefaçon. Il y a travaillé 15 ans et occupé divers postes à responsabilité.

« Lorsque j'ai démissionné, j'étais à la recherche d'une société jurassienne à reprendre et active dans les domaines que je connaissais, car je voulais faire profiter une entreprise de la région de mon expérience acquise à l'extérieur », déclare le chef d'entreprise de 53 ans. C'est ainsi qu'il a racheté, voici un an et demi, Productec (créée en 1988) à son propriétaire et fondateur d'alors, François Steulet.

Taux de chômage : que disent vraiment les chiffres ?

Le mode de calcul du chômage varie d'un pays à l'autre. Qu'en est-il en Suisse et dans les cantons ? Quelle réalité se cache derrière les chiffres jurassiens ? Explications avec Nicolas Ackermann, économiste au Service de l'économie et de l'emploi.

Que représente notre taux de chômage ?

Il comptabilise les chômeurs inscrits en tant que demandeurs d'emploi dans les ORP, qu'ils perçoivent ou non des prestations de l'assurance-chômage (AC). En plus de chercher du travail, les chômeurs sont sans activité et disponibles à court terme pour prendre un emploi. Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs et celui de la population active habitant la zone de référence : 3,3% en Suisse. Les ORP suivent aussi d'autres demandeurs d'emploi «non-chômeurs». Leur disponibilité étant restreinte (en emploi, en incapacité de travail, etc.), ils ne sont pas englobés dans le taux de chômage.

Et chez nos voisins européens ?

Dans l'UE, il y a de fortes disparités. Le chômage est d'env. 4% en Allemagne, 9% en France, 11% en Italie, ou encore 17% en Espagne. Tirés d'enquêtes, ces taux sont basés sur la définition du Bureau international du travail (BIT). Elle est similaire à la nôtre à la différence qu'elle inclut le chômage des personnes non inscrites au service public de l'emploi.

En réalité, le chômage en Suisse est donc plus élevé qu'il n'y paraît ?

On peut le voir ainsi. Cela dit, s'il était considéré au sens du BIT, il ne serait que de 5%. Le chômage bas est donc bien une réalité en Suisse. Ce fait est d'autant plus remarquable que la part de la population qui offre ses services

sur le marché du travail est très importante dans notre pays : 84% entre 15 et 64 ans.

En tant que canton, le Jura affiche un taux élevé (4,6%). Pourquoi ?

Notre proximité avec la frontière accroît la concurrence et les exigences pour obtenir ou conserver un poste de travail. Avec 44% de l'emploi dans le secondaire (CH : 25%), notre tissu économique est par ailleurs très particulier. On constate une relative fragilité de l'emploi due aux constantes fluctuations propres au domaine de la sous-traitance. Egalement un certain manque d'adéquation entre les emplois industriels offerts en grand nombre et les autres professions acquises ou souhaitées par la population. De plus, la politique cantonale de réinsertion a des particularités influençant le calcul de notre taux de chômage.

Ce calcul n'est-il pas identique dans tous les cantons ?

Tous se basent sur les chômeurs inscrits dans leurs ORP. Mais, ce qui change, ce sont les publics qui y sont orientés et suivis. Les ORP sont avant tout un instrument de l'AC pour favoriser le placement rapide et durable des bénéficiaires de prestations. Les autres publics, sans droit ou en fin de droit, parfois à l'aide sociale, sont plus ou moins intégrés en fonction de stratégies cantonales variables. Celle du Jura est très inclusive. Plus d'un tiers de nos chômeurs ne perçoivent pas d'indemnités de chômage. C'est davantage que dans les autres cantons.

Qu'est-ce que cela signifie dans la prise en charge ?

Le Jura offre des mesures cantonales aux chômeurs en fin de droit, contrairement à la majorité des cantons où cette prise en charge intervient dans le cadre de l'aide sociale. S'ajoute l'exigence, pour les bénéficiaires d'aide sociale sans emploi, de s'inscrire à l'ORP ou d'y demeurer suivis. Une exigence assez systématique qui n'est pas la règle ailleurs, par exemple dans le canton de Berne où elle ne concerne que les personnes dont l'employabilité est avérée. Notre ORP suit les chômeurs «au sens large», ce qui accroît leur nombre et la difficulté à les insérer. Il faut en tenir compte pour interpréter les statistiques.

Nicolas Ackermann, économiste au Service de l'économie et de l'emploi.



La comparaison entre les cantons est donc biaisée ?

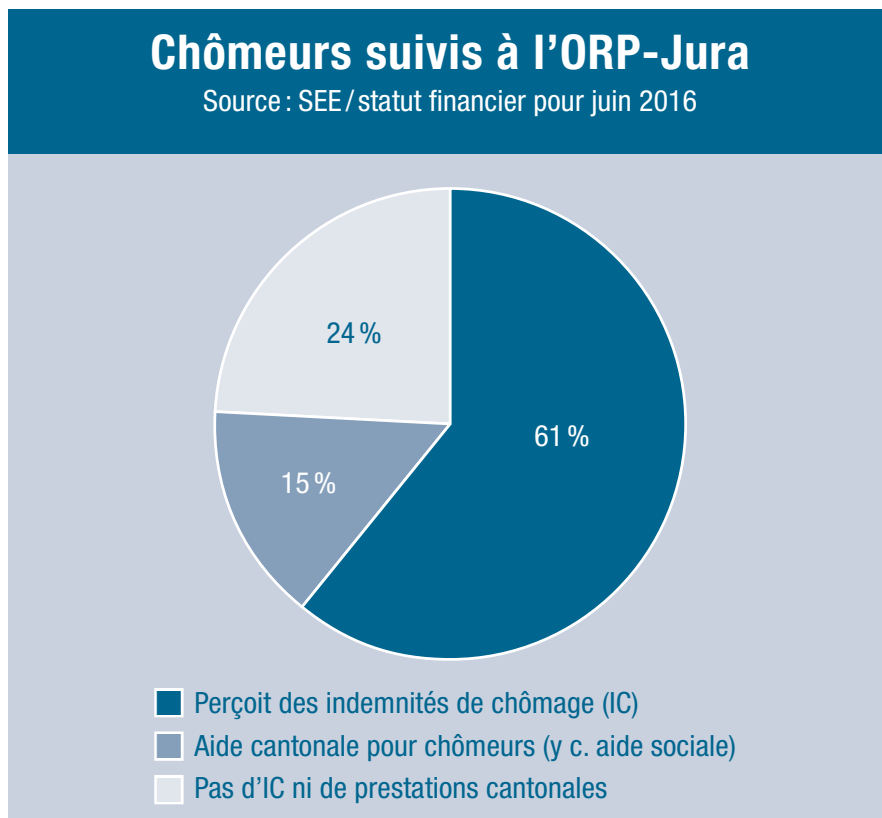
Oui, ces stratégies cantonales différentes expliquent pour une grande part les taux de chômage généralement élevés en Suisse romande et bas en Suisse alémanique. Des études montrent que cette disparité culturelle se retrouve dans le fait que, par rapport aux alémaniques, les francophones recourent plus spontanément à leurs ORP pour chercher un emploi, notamment dans les cas où aucun dispositif d'assistance financière ne les y oblige.

Comment le public des ORP est-il finalement délimité ?

Par la condition de «l'aptitude au placement» fixée dans le droit fédéral. Elle suppose une disponibilité établie et la volonté démontrée d'être placé rapidement. Il s'agit d'effectuer des recherches d'emploi avec sérieux, de participer aux entretiens et d'accepter les mesures et les postes convenables proposés. Soyons clairs : notre ORP conseille en partie des chômeurs qui s'adaptent difficilement à ces obligations. C'est une chance pour eux, mais aussi un réel défi de les placer, car la collaboration avec les entreprises ne peut être durable et suivie d'effets qu'à la condition de leur proposer des candidats à même d'accepter et d'assumer les emplois offerts.

Ce taux de chômage élevé pèse-t-il sur l'image du canton ?

Ce qui est essentiel, c'est le placement des demandeurs d'emploi. Dans ce but, notre dispositif a plusieurs avantages : offrir au plus grand nombre l'appui d'un conseiller en personnel. C'est un service gratuit pour les usagers et pour le canton puisqu'il bénéficie d'un financement fédéral. Pour leur part, les employeurs accèdent, par l'ORP



(guichet unique), à davantage de candidats pouvant au besoin être embauchés à l'essai ou, dans des cas déterminés, au travers de mesures d'intégration en entreprise.

L'efficacité de ce dispositif est-elle constatée ?

A l'échelle romande, notre taux de chômage peut être qualifié de moyen. Celui d'aide sociale (3% en 2016) est inférieur à la moyenne nationale (3,3%). Pour le reste, les indicateurs mesurant plus directement l'efficacité des ORP ne manquent pas : durée moyenne de chômage, parts d'arrivées en fin de droit, de réinsertions, de réinscriptions, etc. Globalement, le Jura obtient des résultats proches de la moyenne suisse. Au plan qualitatif, les enquêtes nationales révèlent une bonne satisfaction des entreprises et des demandeurs d'emploi jurassiens. Les critiques sont le plus souvent dues à des attentes individuelles qui ne relèvent pas de la mission spécifique de l'AC et des ORP.

L'accueil de Moutier peut-il influencer notre taux de chômage ?

Non, nous partageons déjà un même marché du travail qui ne connaît pas les frontières cantonales. A Moutier, le taux officiel pourrait cependant augmenter, du fait de l'intégration, par notre ORP, de personnes qui ne sont pas suivies comme chômeurs dans le système bernois. Cela transparaît dans les chiffres affichés pour la région économiquement et socialement comparable du Jura bernois : un chômage d'ampleur moyenne (3,5%), mais un taux d'aide sociale élevé (5,9%) dans lequel on retrouve une partie des publics englobés dans notre taux de chômage. Cette comparaison est parlante pour illustrer que, comme dit plus haut, notre taux de chômage cantonal n'est pas uniquement le reflet du marché du travail, mais également celui de la politique de réinsertion propre au canton du Jura.

Propos recueillis par Didier Walzer
Photo : Roger Meier – Agence Bist

Rencontre avec Félicien Girardin, collaborateur jurassien au sein de BaselArea.swiss

Au sein de BaselArea.swiss, le Jura a un rôle actif à jouer en la personne de l'économiste Félicien Girardin. Sa mission : prospector les marchés pour inciter les sociétés intéressées à s'implanter dans notre coin de pays.

Le canton du Jura est notamment chargé de la prospection et de l'accompagnement des entreprises françaises pour le compte de BaselArea.swiss. Et c'est l'économiste Félicien Girardin, du Service de l'économie et de l'emploi, qui fonctionne comme chef de projet pour la France et le Benelux. «A ce poste, je suis hiérarchiquement dépendant du directeur Europe de BaselArea.swiss, Daniel Meier, et me déplace un à deux jours par semaine à Bâle où, lors de différentes séances, nous échangeons sur les dossiers en cours.»

La collaboration du Jura avec la région bâloise est liée à «l'objectif de diversification de notre tissu économique, historiquement pointu dans les composants horlogers. Il s'agit en particulier de favoriser l'accueil et le développement des medtechs et des sciences de la vie sur notre territoire cantonal. Ces domaines sont porteurs et la région bâloise joue déjà un rôle d'envergure internationale».

BaselArea.swiss collabore étroitement avec Switzerland Global Enterprise (S-GE), la plateforme fédérale de promotion économique. Tous les cantons helvétiques en font partie et elle est présente dans les plus importants marchés mondiaux. La porte d'entrée pour l'Hexagone de cette organisation

est le Swiss Business Hub, à Paris. «Les sociétés françaises s'intéressant à notre pays passent par lui. Ce n'est pas toujours pour s'implanter chez nous, puisqu'elles cherchent parfois à y augmenter simplement leurs parts de marché, indique Félicien Girardin. Il arrive aussi que des entreprises nous contactent directement ou via des cabinets d'avocats ou d'audit. Nous sommes parallèlement en contact avec la chambre de commerce franco-suisse, implantée dans plusieurs villes stratégiques de Suisse, comme Bâle ou Genève, et qui organise fréquemment des événements sur sol suisse. Des initiatives bénéfiques pour le réseautage», estime notre interlocuteur.

Un rôle de facilitateur

Si une entreprise étrangère est attirée par le Jura, Félicien Girardin lui organise un programme clé en main. «Il comprend des visites d'entreprises, de terrains et de locaux où elle pourrait s'installer, ainsi qu'une rencontre avec les représentants des contributions. Les autres services de l'Etat sont associés selon les besoins, par exemple pour les questions de recherche de personnel ou de permis de travail pour des spécialistes venant de l'étranger.

«Les dirigeants d'entreprises qui cherchent à s'établir dans le Jura veulent comprendre ses conditions-cadre. Par exemple notre système fiscal, ainsi que les aides financières que l'Etat peut leur octroyer pour soutenir leur implantation dans le canton», note Félicien Girardin, qui est là pour répondre à leurs questions ou les orienter vers les bons interlocuteurs. Il représente ainsi une «porte d'entrée» avec l'administration. C'est un engagement qui peut être de longue haleine. «Entre le moment où le projet est lancé, l'installation et la création d'emplois par l'entreprise, il peut s'écouler plusieurs années».

Texte : Didier Walzer

Une dizaine de nouvelles entreprises par an

Depuis 2014 et via BaselArea.swiss, ce sont en moyenne une dizaine de nouvelles entreprises qui s'établissent chaque année dans le Jura. Sur douze mois, elles créent une quinzaine d'emplois, dont l'évolution est prévue à une septantaine à un horizon de 5 ans.

IMPRESSUM

Objectif Emploi est publié par le Service de l'économie et de l'emploi (SEE) dans le cadre de sa fonction d'observation du marché du travail, au service de tous les acteurs intéressés par le marché du travail au sens large. Alimenté par des collaborateurs, ainsi que par des spécialistes ou personnalités invitées, le magazine traite du marché du travail sous tous ses aspects, notamment économiques, sociaux ou encore juridiques.

Rédaction : Didier Walzer, Nicolas Ackermann - **Réalisation :** Empreinte communication - **Photos :** Agence Bist - **Impression :** Pessor SA - Tirage : 3500 exemplaires **Parution :** trimestrielle - **Prix :** gratuit - **Contact :** questions générales, demandes d'exemplaires supplémentaires, modifications d'abonnement, propositions de sujets : didier.walzer@jura.ch ou tél. 032 420 52 30.